

Brochure n° 3103

Convention collective nationale

IDCC : 2121. – ÉDITION

AVENANT N° 13 DU 20 JUILLET 2018
RELATIF AUX MINIMA CONVENTIONNELS

NOR : ASET1850817M

IDCC : 2121

Entre :

SNE,

D'une part, et

CFDT livre ;

FEC FO ;

F3C CFDT ;

SNPEP FO ;

CFE-CGC COM ;

SPEEL D CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément à l'article L. 2241-1 du code du travail, le syndicat national de l'édition et les organisations syndicales représentatives des salariés se sont réunies dès le 18 novembre 2016 afin d'engager des négociations salariales.

Les parties signataires rappellent que, les négociations 2015 et 2016 n'ayant pas abouti, elles conviennent de l'importance de trouver un accord sur l'augmentation des minima conventionnels et de revaloriser les salaires minima au 1^{er} septembre 2018.

Après 10 réunions de négociations (18 novembre 2016, 24 février 2017, 31 mars 2017, 21 avril 2017, 31 mai 2017, 5 juillet 2017, 29 septembre 2017, 14 novembre 2017, 12 janvier 2018 et 25 mai 2018) et des propositions des parties en présence, les parties ont donc adopté les modifications suivantes à la convention collective nationale de l'édition du 14 janvier 2000 :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent avenant est celui de la convention collective nationale de l'édition (IDCC 2121).

Article 2

Rappel des principes généraux

1. Minima mensuels et minima annuels

Un salarié ne peut percevoir au cours de l'année moins que le cumul des salaires minima de la catégorie à laquelle il appartient, multiplié par 13 et divisé par 12. Dans le cas d'une année incomplète, la garantie sera constituée au prorata par le cumul des minima de la période, multiplié par 13 et divisé par 12.

La garantie des appointements annuels bénéficie, au prorata de leur temps de présence dans l'entreprise, aux seuls salariés justifiant d'au moins 3 mois d'activité dans cette entreprise.

2. Éléments de rémunération

Le salaire brut réel comparé au barème est constitué par l'ensemble des éléments de rémunération, fixes ou variables, tels qu'ils sont reconnus par l'administration fiscale, au titre des traitements et salaires, à l'exception :

- des primes de langue et de sous-sol prévues à la convention collective ;
- des primes à caractère exceptionnel liées à des conditions particulières, exceptionnelles ou inhabituelles d'exercice des fonctions, et qui cessent d'être payées lorsque des conditions prennent fin, sans que leur durée puisse excéder 3 mois ;
- des primes résultant des accords de participation et d'intéressement ;
- des majorations de salaires pour heures supplémentaires et pour le travail du dimanche et des jours fériés, ainsi que leur incidence sur les congés payés ;
- des remboursements de frais ;
- des primes de transport ;
- de l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée.

Les salaires minima garantis correspondent à une activité à temps plein, soit 35 heures hebdomadaires, ou son équivalent mensuel ou annuel. Les valeurs sont réduites au *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année ou en cours de mois d'une entrée en fonction, en cas d'activité à temps partiel, en cas de départ de l'entreprise ou de suspension du contrat de travail.

Article 3

Barèmes des salaires minima

Les salaires minima garantis prévus par la convention collective nationale de l'édition sont revalorisés suivant les barèmes figurant aux tableaux en annexe 1 au présent avenant. Cette revalorisation produira des effets sur les salaires réels uniquement dans le cas où ceux-ci seraient inférieurs aux minima ainsi déterminés. La revalorisation interviendra au 1^{er} septembre 2018.

Article 4

Autres dispositions

1. Suppression du barème des salaires minima après 1 an

Le barème des salaires minima après 1 an est supprimé. Cette suppression s'effectuera en 1 fois et sera effective à compter de la signature du présent avenant.

La grille des salaires minima avant 1 an devient la grille de référence des minima conventionnels des seuils d'entrée.

2. Fusion des catégories agents de maîtrise et techniciens

La catégorie agents de maîtrise et la catégorie techniciens sont fusionnées.

En conséquence :

- toute nouvelle embauche à compter de la signature du présent accord se fera sur la base de la catégorie AM/T et des salaires minima y afférents ;
- pour tous les salariés en poste et positionnés sur les niveaux de classifications agents de maîtrise, les valeurs de la grille agents de maîtrise seront majorées chaque année pour atteindre progressivement le niveau de la grille des techniciens.

Article 5

Clause de non-dérogação

Les accords d'entreprise ou d'établissement conclus dans les entreprises ou établissements entrant dans le champ d'application du présent avenant ne peuvent pas y déroger, sauf s'ils prévoient des dispositions plus favorables.

Article 6

Durée – Révision – Dénonciation

Le présent avenant obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective (art. 2 de la convention collective nationale de l'édition).

Article 7

Formalités de dépôt et d'extension

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension.

Article 8

Modalités d'application

Les modalités du présent avenant sont applicables, dès sa signature, aux entreprises adhérentes au syndicat national de l'édition, signataire de cet avenant. Elles le seront aux entreprises couvertes par la convention collective de l'édition et non adhérentes au syndicat national de l'édition un jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 juillet 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE 1

Barèmes minima mensuels au 1^{er} septembre 2018 avec minima d'ancienneté

(En euros.)

CAT.	MINIMA seuil d'entrée	MINIMA après 5 ans d'ancienneté + 4 % sur les minima seuil d'entrée	MINIMA après 10 ans d'ancienneté + 7 % sur les minima seuil d'entrée	MINIMA après 15 ans d'ancienneté + 10 % sur les minima seuil d'entrée
E4	1 499	1 559	1 604	1 649
E5	1 504	1 564	1 609	1 654
E6	1 509	1 569	1 615	1 660
E7	1 515	1 576	1 621	1 667
E8	1 519	1 580	1 625	1 671
E9	1 536	1 598	1 644	1 690
AM/T1	1 561	1 624	1 671	1 718
AM/T2	1 695	1 763	1 813	1 864
AM/T3	1 826	1 899	1 954	2 009
AM/T4	1 881	1 956	2 012	2 069
AM1	1 557	1 619	1 666	1 713
AM2	1 707	1 775	1 826	1 877
AM3	1 804	1 876	1 930	1 984
AM4	1 875	1 950	2 006	2 063
C1 A	1 927	2 004	2 062	2 120
C1 B	2 027	2 108	2 169	2 230
C2 A	2 181	2 268	2 333	2 399
C2 B	2 335	2 428	2 498	2 568
C2 C	2 466	2 565	2 639	2 713
C3 A	2 601	2 705	2 783	2 861
C3 B	2 931	3 048		
C3 C	3 043			
C4	3 200			
C5	3 462			

Barèmes minima annuels
au 1^{er} septembre 2018 avec minima d'ancienneté

(En euros.)

CAT.	MINIMA seuil d'entrée	MINIMA après 5 ans d'ancienneté + 4 % sur les minima seuil d'entrée	MINIMA après 10 ans d'ancienneté + 7 % sur les minima seuil d'entrée	MINIMA après 15 ans d'ancienneté + 10 % sur les minima seuil d'entrée
E4	19 487	20 266	20 851	21 436
E5	19 552	20 334	20 921	21 507
E6	19 617	20 402	20 990	21 579
E7	19 695	20 483	21 074	21 665
E8	19 747	20 537	21 129	21 722
E9	19 971	20 770	21 369	21 968
AM/T1	20 299	21 111	21 720	22 329
AM/T2	22 032	22 913	23 574	24 235
AM/T3	23 739	24 689	25 401	26 113
AM/T4	24 448	25 426	26 159	26 893
AM1	20 239	21 049	21 656	22 263
AM2	22 185	23 072	23 738	24 404
AM3	23 450	24 388	25 092	25 795
AM4	24 376	25 351	26 082	26 814
C1 A	25 050	26 052	26 804	27 555
C1 B	26 350	27 404	28 195	28 985
C2 A	28 350	29 484	30 335	31 185
C2 B	30 350	31 564	32 475	33 385
C2 C	32 060	33 342	34 304	35 266
C3 A	33 810	35 162	36 177	37 191
C3 B	38 100	39 624		
C3 C	39 560			
C4	41 600			
C5	45 000			